REVUE HISTORIQUE DES ARMÉES

Revue historique des armées

254 | 2009
Les conséquences militaires des traités de paix

Les conséquences des traités de paix

Jean-Jacques Becker

OpenEdition Journals

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/rha/6303
ISBN : 978-2-8218-0520-0
ISSN : 1965-0779

Éditeur
Service historique de la Défense

Édition imprimée
Date de publication : 15 mars 2009
Pagination : 3-8
ISSN : 0035-3299

Référence électronique
Jean-Jacques Becker, « Les conséquences des traités de paix », *Revue historique des armées* [En ligne], 254 | 2009, mis en ligne le 15 mars 2009, consulté le 10 décembre 2020. URL : http://journals.openedition.org/rha/6303

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

© Revue historique des armées

Les conséquences des traités de paix

Jean-Jacques Becker

1 Les 28 juin, 10 septembre, 27 novembre 1919 et 4 juin 1920 furent signés les traités de paix qui ont mis fin à la Grande Guerre, les traités de Versailles avec l'Allemagne, de Saint-Germain-en-Laye avec l'Autriche, de Neuilly-sur-Seine avec la Bulgarie, du Trianon avec la Hongrie. Quand le traité de Sèvres (10 août 1920) fut signé avec la Turquie, il était déjà inapplicable et fut remplacé par le traité de Lausanne (24 juillet 1923). Le plus important a été évidemment le traité de Versailles. Les traités de paix ne concernaient pas, en théorie, la Russie, mais dans la pratique, la question russe a été tout le temps présente lors de la conférence de la Paix et ensuite... Si l'on laisse de côté les folles dépenses du conflit qu'on évalue à 186 milliards de dollars – elles ont été soldées en grande partie par la suite, au moins pour la France et l'Allemagne, pour qui la guerre avait été faite à crédit dans une grande mesure –, les dix millions de morts et un nombre incalculable de blessés plus ou moins graves, à la suite des traités, l'Europe a connu un immense bouleversement politique et territorial.

2 Jusqu'en 1914, l'Europe était à peu près totalement monarchique, la principale exception étant la République française. Après la guerre, les quatre grands Empires, l'allemand, l'austro-hongrois, le russe et l'ottoman ont disparu. Mais ces disparitions sont loin d'avoir toutes la même signification. Pour l'avenir de l'Europe, la principale est sans conteste l'écroulement de l'Empire austro-hongrois. Personne ne l'aurait imaginé avant le conflit. Le caractère multinational de l'Empire était sans doute une raison de faiblesse, mais son existence était non moins sûrement une cause de stabilité de l'Europe. Sa ruine a ouvert la voie à la naissance d'une série d'États nouveaux ou partiellement nouveaux qui étaient tous hétérogènes : la Tchécoslovaquie, dont la totalité du territoire provenait de l'ancien Empire austro-hongrois, rassemblait deux peuples différents, les Tchèques à l'ouest et les Slovaques à l'est, sans compter une importante minorité allemande en Bohême et une importante minorité hongroise en Slovaquie ; la Roumanie qui s'agrandissait, à l'ouest, de la Transylvanie enlevée à l'Autriche-Hongrie (où les Hongrois étaient à peu près aussi nombreux que les Roumains) et, au nord-est de la Bessarabie enlevée à la Russie, où Russes et Allemands étaient très nombreux ; la Yougoslavie (d'abord appelée Royaume

des Serbes, Croates et Slovènes) où la Serbie avait été associée avec la Bosnie-Herzégovine, la Croatie et la Slovénie anciennement autrichiennes ; la Pologne, à qui était revenue l'ancienne Galicie autrichienne, avait été, en outre, édifiée à l'ouest avec des territoires enlevés à l'Allemagne, Posnanie, Prusse occidentale, haute Silésie où la population allemande était presque égale à la population polonaise, et à l'est avec des territoires enlevés à la Russie, avec laquelle tracer une frontière fut extrêmement difficile. Le ministre britannique des Affaires étrangères, Lord Curzon, l'avait proposée à peu près à la longitude de Brest-Litovsk. Néanmoins, après une guerre avec la Russie soviétique en 1920, où la situation polonaise d'abord très critique fut rétablie grâce à l'aide d'une mission dirigée par le général Weygand et dont faisait partie le capitaine de Gaulle, la Pologne parvint à la faire fixer 150 à 200 kilomètres à l'est de la ligne Curzon, ce qui englobait d'importantes populations biélorusses et ukrainiennes. En outre, pour donner un accès à la mer à la nouvelle Pologne, il fut créé un couloir séparant la Prusse orientale de l'Allemagne et s'achevant par le port de Dantzig, ville largement allemande, à qui fut donné le statut de ville libre. De l'ancien Empire ne restaient qu'une petite Autriche (83 000 kilomètres carrés, 6 500 000 habitants) uniquement allemande, dont la population aurait souhaité son unification avec l'Allemagne, ce qui lui fut interdit – l'Allemagne serait sortie de la guerre plus grande qu'elle n'y était entrée – et qu'une petite Hongrie (92 000 kilomètres carrés, 8 millions d'habitants [1]).

3 On a souvent accusé le président du Conseil français, Clemenceau, d'avoir voulu la destruction de l'Empire austro-hongrois. En réalité, les différentes composantes de l'ancien Empire avaient proclamé leur séparation de l'Autriche-Hongrie avant même la fin de la guerre.

4 Si la disparition de l'Empire austro-hongrois était le fait le plus considérable, celui de l'Empire ottoman l'était à terme presque autant. Après de nombreuses péripéties dont une guerre contre la Grèce (1920-1922), la République turque, créée en 1923 par Mustapha Kemal après le départ du dernier sultan, conservait l'Anatolie d'abord démembrée et les Détroits, tandis qu'elle perdait toutes ses possessions arabes, la Palestine et la Mésopotamie revenait à l'Angleterre, la Syrie et le Liban à la France et l'Arabie (saoudite) (officiellement créée en 1932) restait indépendante. Il avait été question un moment de créer une Arménie indépendante après les terribles massacres de 1915, mais il ne fut pas donné suite. Elle resta partagée entre la Turquie et la Russie. La fin de l'Empire ottoman se traduisit au surplus par un énorme « échange » de population, près d'1 300 000 Grecs quittèrent l'Asie Mineure à destination principalement de la Grèce du Nord (Macédoine et Thrace) et près de 500 000 Turcs durent partir de Grèce, le critère étant souvent plus religieux qu'ethnique. Quant aux deux autres Empires, ils devenaient des Républiques, mais leur existence n'était pas mise en cause : l'Allemagne était rognée à l'ouest (où l'Alsace et la Moselle redevenaient françaises, Eupen et Malmédy étaient attribués à la Belgique), au nord au profit du Danemark et à l'est au profit de la Pologne, elle perdait une part de sa puissance industrielle avec la haute Silésie acquise par la Pologne, mais avec 469 000 kilomètres carrés (elle était diminuée de 72 000 kilomètres carrés et de 12 millions d'habitants, 57 millions au lieu de 69 millions) et une puissance économique considérable, l'Allemagne restait néanmoins la principale puissance continentale. Quant à la nouvelle République soviétique, elle avait été considérablement rejetée vers l'est, en perdant la Finlande, les États baltes, ainsi que les territoires acquis par la Pologne et la Roumanie, au total 700 000 kilomètres carrés peuplés de 28 500 000 habitants. Compte tenu des pertes de guerre, de la guerre civile, des famines et de l'émigration, sa

population était tombée d'environ 170 millions d'habitants à environ 132 millions. Son économie était momentanément réduite à peu de chose, mais elle restait potentiellement une puissance importante.

5 Les transformations de l'Europe et du Moyen-Orient étaient considérables, en revanche celles du monde l'étaient en apparence assez peu : la principale était que ses colonies avaient été enlevées à l'Allemagne et partagées pour l'essentiel entre la France et l'Empire britannique. En réalité, malgré les apparences – les Empires coloniaux français et britanniques n'ont jamais été aussi étendus –, le conflit tint au départ pour les peuples colonisés de l'idée de se débarrasser de la tutelle européenne.

6 En dehors de ces transformations territoriales, les traités eurent une série de conséquences, parmi les plus importantes. La première fut de vouloir traduire dans les faits le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, sans en tirer toutes les conséquences. Ainsi, il apparut impossible de créer autant d'États qu'il y avait de nationalités, en particulier dans les Balkans, parce qu'il était estimé que des États trop petits ne seraient pas viables. Dans ces conditions, il fallut réunir des nationalités qui n'avaient pas toujours de sympathie les unes pour les autres. Ce fut le cas de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie. Par ailleurs, l'extraordinaire mélange des populations conduisit à multiplier les minorités. En Roumanie, sur 12 500 000 habitants, il y avait 1 308 000 Hongrois, 723 000 Allemands, 448 000 Ukrainiens, 358 000 Bulgares, 308 000 Russes, 57 000 Serbes ; en Tchécoslovaquie, sur 13 millions d'habitants, 3 200 000 Allemands et 750 000 Hongrois ; en Yougoslavie sur 14 millions d'habitants, 467 000 Hongrois, 505 000 Allemands, 439 000 Albanais, 150 000 Turcs et 231 000 Roumains ; en Pologne sur 26 300 000 habitants, 4 millions d'Ukrainiens, 1 300 000 Biélorusses, 500 000 Allemands, c'est-à-dire que, sauf en Yougoslavie où les « allogènes » n'étaient qu'un peu plus de 10 %, ailleurs ils dépassaient largement le quart de la population. Résultat, si en nombre absolu, à la suite de la disparition de l'Autriche-Hongrie, le total des minorités incluses dans un État étranger avait diminué, la situation était plus dangereuse, puisque de petits États se trouvaient confrontés à des risques de subversion par des minorités imposantes. La question des Allemands des Sudètes en Tchécoslovaquie allait bientôt le montrer.

7 Une deuxième conséquence fut l'entrée des États-Unis dans la politique européenne. Qu'ils le veuillent on non (ils devaient connaître une vague d'isolationnisme dans les années 1920), ils ne pouvaient plus y échapper. De cette façon, une guerre européenne, pour l'essentiel, débouchait sur un changement géopolitique de caractère mondial. Une troisième était que les États acceptaient de perdre une part de leur autonomie, en constituant une « Société des Nations » dont l'objet principal était d'empêcher le retour d'un pareil cataclysme. Cela avait été le principal objectif pour le président des États-Unis, Woodrow Wilson et cela avait été la principale raison de sa participation personnelle à la conférence de la Paix, même si paradoxalement les États-Unis ne ratifièrent pas le traité de Versailles, donc la création de la SDN qui y était incluse.

8 La quatrième enfin était que les traités avaient voulu rendre l'Allemagne responsable de toutes les destructions dues à la guerre. L'article 231 du traité de Versailles l'affirmait : « *Les gouvernements alliés et associés déclarent et l'Allemagne reconnaît que l'Allemagne et ses alliés sont responsables, pour les avoir causés, de toutes les pertes et de tous les dommages subis par les gouvernements alliés et associés et leurs nationaux en conséquence de la guerre qui leur a été imposée par l'agression de l'Allemagne et de ses alliés.* » Cet article avait pour but de simplement déterminer les bases juridiques des « Réparations » que les Allemands devraient payer. Il était le point de départ des sommes énormes que l'Allemagne serait

condamnée à verser et dont elle affirma immédiatement que cela lui était impossible [2]. Mais là n'est pas l'essentiel : il réside dans la condamnation morale que cet article impliquait (même si ce n'était pas son objectif), parce que dans sa masse l'opinion allemande ne l'admit pas et que cette attitude fragilisa dès le début la République de Weimar qui avait dû l'accepter. N'est-ce pas là la principale conséquence des traités d'avoir gravement humilié les Allemands sans avoir réellement diminué la puissance matérielle de l'Allemagne ?

9 Comme il a déjà été dit, la conférence de la Paix n'avait pas à s'occuper de la question russe, mais dans la pratique, on ne peut l'exclure des conséquences des traités, dans la mesure où la Russie entendait, non seulement rompre avec le capitalisme qui était le régime socio-économique existant dans le monde, mais se proposait d'étendre le socialisme à l'ensemble du monde, une volonté qui ne pouvait manquer d'avoir des conséquences immenses dans les relations internationales. Les traités qui ont bouleversé l'Europe et le monde recélaient directement et indirectement de grands périls pour l'avenir. Une question demeure, les mentalités des différents peuples concernés auraient-elles permis qu'il en soit autrement ?

BIBLIOGRAPHIE

- *Traité de Paix entre les Puissances alliées et associées et l'Allemagne signé à Versailles le 28 juin 1919*, Publication du ministère des Affaires étrangères, Imprimerie nationale, 1919.

- ALAIN (Jean-Claude), *Le nouvel ordre international et l'Europe de Versailles*, *La Première Guerre mondiale* (sous la direction de Paul-Marie de La Gorce), Flammarion, 1991.

- BECKER (Jean-Jacques), *Le traité de Versailles*, PUF « Que sais-je ? », 2002.

- BECKER (Jean-Jacques), *Dictionnaire de la Grande Guerre*, André Versaille éditeur, 2008.

- BECKER (Jean-Jacques) et KRUMEICH (Gerd), *La Grande Guerre, une histoire franco-allemande*, Tallandier, 2008.

- KRUMEICH (Gerd), « Le traité de Versailles vu d'Allemagne », *L'Histoire*, juin 1999.

- MANTOUX (Paul), *Les délibérations du Conseil des Quatre*, deux tomes, éditions du CNRS, 1955.

- MIQUEL (Pierre), *La paix de Versailles et l'opinion publique française*, Flammarion, 1972.

- RENOUVIN (Pierre), *Le traité de Versailles*, Flammarion « Questions d'histoire », 1969.

NOTES

1. 2 500 000 Hongrois appartiennent à d'autres États.
2. À souligner que des travaux d'historiens américains récents montrent que les Allemands auraient pu le faire.

RÉSUMÉS

Le traité de Versailles et les traités de la « banlieue parisienne », qui ont mis fin à la Grande Guerre, ont profondément bouleversé l'Europe et le Moyen-Orient. Les quatre Empires qui existaient, l'Empire allemand, l'Empire austro-hongrois, l'Empire russe et l'Empire ottoman ont disparu. Mais alors que l'Empire austro-hongrois cédait la place à une série de petits États affaiblis par leur hétérogénéité et que la nouvelle Turquie avait perdu tous ses territoires arabes, l'Allemagne et la Russie, même affaiblies maintenaient leur existence. Malgré la création de la Société des Nations, voulue par le président des États-Unis, la profonde humiliation de l'Allemagne sans que sa puissance soit réellement entamée, et dans une certaine mesure la volonté de la Russie soviétique d'étendre le socialisme au reste du monde, étaient des signes parmi d'autres de la fragilité de la paix, même s'il n'était probablement pas possible de faire autrement.

*Consequences of the treaties of peace.*The Treaty of Versailles and the treaties of the "Parisian suburbs", which ended the Great War, greatly upset Europe and the Middle East. The four empires that existed, the German Empire, the Austro-Hungarian Empire, the Russian Empire and the Ottoman Empire disappeared. But while the Austro-Hungarian Empire gave way to a series of small states weakened by their heterogeneity, and the new Turkey lost all its Arab territories, Germany and Russia, though weakened, maintained their existence. Despite the creation of the League of Nations, wanted by the U.S. President, the deep humiliation of Germany without its power being actually harmed, and to some extent Russia's willingness to spread Soviet socialism to the rest of the world, were among other signs of the fragility of the peace, even though it probably was not possible to do otherwise.

INDEX

Mots-clés : paix, Première Guerre mondiale, traité de Versailles

AUTEUR

JEAN-JACQUES BECKER

Professeur émérite d'histoire contemporaine de l'université de Paris X-Nanterre et président du Centre de recherche de l'historial de Péronne, il a consacré une importante partie de ses travaux à la Grande Guerre et à la vie politique française au XX^{e} siècle.